

## Face au PRES, Etudiant-es en lutte

*Soutenu par M.U.R, Solidaires Etudiant-es Saint Denis,*

Etudiant-es des universités Saint Denis-Paris 8 et Nanterre-Paris 10. Nous présentons une liste pour les élections du PRES Nanterre / Paris 8 liée aux luttes que nous menons sur chacune des universités. Dans ce but, nous nous sommes donné les moyens de présenter des listes communes entre étudiants et étudiantes des deux universités.

Notre liste se constitue en opposition au PRES mal nommé « Paris Lumières ». La proposition d'une liste dite « d'opposition », n'est pas uniquement de jouer le jeu d'un pluralisme représentatif des acteurs-rices des universités. Nous laisserons personne nous prendre comme caution d'une soi-disant démocratie du PRES. Nous avons pour but de présenter une autre vision sur du futur de nos universités et une autre pratique du processus démocratique.

Honnête envers les électeurs-trices et tou-tes les autres acteurs-rices des instances démocratiques, nous affichons clairement notre opposition à la constitution d'un PRES entre Saint-Denis - Paris 8 et Nanterre – Paris 10, le PRES s'est constitué contre les deux universités fondatrices. Ses « créateurs » affichent clairement l'idée qu'il abritera « les meilleurs chercheurs », « les meilleures filières », « l'excellence ». Nous sommes en désaccord avec ces catégories et nous savons qu'elles serviront à justifier des transferts d'argent et donc à assécher et appauvrir les deux universités fondatrices.

Si nous nous présentons, c'est justement parce que nous n'avons aucune confiance envers les dirigeant-es du PRES. Si ce PRES est une émanation de deux entités propres, ces deux entités sont les étudiant-es et les personnel-les et pas leurs présidents. Les signataires de cette liste déplorent dès à présent le caractère discrétionnaire des procédures de diffusion des informations concernant ces élections : (aucun envoi sur les listes mails, aucun affichage) et relève que comme pour le vote de la création du PRES, des habitudes antidémocratiques persistent chez les gestionnaires de cette institution. Nous n'aurons de cesse de condamner et dénoncer les procédés qui vont à l'encontre de l'exercice de la démocratie, selon les lois et règlements en vigueur.

Les autres raisons pour lesquelles nous voulons être présent-es dans ces instances sont multiples :

- Nous souhaitons, grâce à la connaissance des décisions prises dans les instances du PRES, défendre les particularités et les composantes spécifiques aux deux universités : Faire travailler ensemble les deux universités c'est pour nous faire se rencontrer des étudiant-es, des chercheurs,... et non promouvoir l'excellence et donc la hiérarchie entre des matières, des composantes, des formations...
- Nous lutterons contre le déplacement ou le transfert d'un enseignement d'un établissement à l'autre, contre l'abandon ou la disparition des départements historiques des deux universités, contre la baisse du nombre de doctorant-es au prétexte de rapprochement/fusion des écoles doctorales.
- Nous choisissons le soutien aux coopérations déjà existantes entre les enseignements et leur développement, grâce à cette jonction administrative. Nous devons nous jouer de l'obligation juridique d'appartenir à un PRES pour permettre à la recherche et à l'enseignement d'être réellement un partage, et non pas une excuse pour écraser les autres. Nous refuserons tout PRES Fusion. Il nous semble aussi important de défendre l'implantation des universités dans les banlieues nord et ouest de Paris.

A l'heure où les universités sont forcées de modifier leurs modes de gestion et leur financement il est plus que primordiale, que ceux et celles qui savent ce dont ont besoin les étudiants-es et les personnels administratif-ves et pédagogiques, soient en mesure d'orienter les choix stratégiques et politiques de développement des structures ainsi que les différents budgets de fonctionnement. L'argent des universités doit servir des projets à long terme avec un effet visible pour la vie universitaire. Les exemples récents de fermeture de bibliothèque de département à Nanterre ou de la prolifération des postes précaires à Paris 8 sont l'illustration des choix politiques avec lesquels nous sommes en profond désaccord. C'est pourquoi notre investissement n'est pas l'exercice de la représentation, mais également dans la lutte.